

Chambre des Représentants

SESSION DE 1925-1926.

PROJET DE LOI

portant modification des lois relatives
aux brevets d'invention,
aux marques de fabrique et de commerce,
aux dessins et modèles industriels
et à la propriété industrielle en général.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations a pour but : de relever le taux des taxes des brevets d'invention en vue notamment de couvrir les dépenses que nécessiteront certaines mesures pour améliorer la publicité des inventions brevetées; de simplifier les conditions de la déchéance des brevets pour défaut de paiement des taxes; de majorer la taxe de dépôt des marques de fabrique et de commerce; enfin d'autoriser le Gouvernement à augmenter les taxes et à établir certaines taxes nouvelles en matière de propriété industrielle.

I. — PUBLICITE DES BREVETS.

(Art. 1^{er}.)

Dans la plupart des pays industriels, la notoriété la plus efficace est assurée aux inventions nouvelles par la publication « in extenso » des brevets accordés, dont chacun est imprimé en feuillets séparés que les intéressés peuvent se procurer à des prix relativement minimes. Malheureusement, en Belgique, on a toujours dû renoncer à ce mode de publicité, à raison des frais considérables qu'eût dû coûter l'impression de tous les brevets.

Une publicité analogue pourra être donnée aux brevets belges grâce à l'amélioration des procédés de la photographie industrielle, qui permet de prendre les clichés des descriptions et des dessins originaux en dimensions très réduites, à l'instar des images cinématographiques; ces clichés serviront à l'impression de positifs en toutes dimensions, qui pourront être vendus à un prix modique.

Ces copies photographiques ne seront pas seulement destinées à la vente; elles seront aussi données en lecture au public, qui est autorisé de par la loi à prendre connaissance des descriptions. Ainsi, les originaux seront soustraits aux risques auxquels ils sont actuellement exposés par leur remise entre les mains des lecteurs.

On estime que la dépense qu'entraînera la photographie des descriptions et dessins ne s'élèvera pas à plus de 10 francs par brevet pris l'un dans l'autre, soit, pour les quelques 8,000 brevets environ délivrés par an, une somme totale de 80,000 francs.

Encore, est-ce là une charge trop lourde à faire supporter par l'Etat dans la situation financière actuelle. C'est pourquoi, désireux néanmoins de faire profiter les brevetés de ce moyen de publicité qui doit les aider à mettre leurs découvertes en valeur, nous proposons, d'accord avec les intéressés, de procurer à l'Etat, les ressources nécessaires, par une augmentation des taxes.

Dans le même ordre d'idées, le projet fixe la majoration de manière à ce qu'elle procure en même temps, les moyens qui permettront de réformer le Recueil officiel des Brevets afin d'augmenter l'utilité de cette publication pour la divulgation des inventions. Celles-ci seront, grâce à l'amélioration de ce Recueil, portées plus efficacement à la connaissance des industriels susceptibles de s'y intéresser et d'en faire profiter le pays.

La réforme consistera principalement à illustrer le Recueil par des figures qui facilitent la compréhension des résumés des inventions et font ressortir clairement l'objet du brevet, comme cela se pratique dans les publications semblables des autres pays. La dépense occasionnée de ce chef serait également d'environ 10 francs par brevet.

Les mesures que nous préconisons répondent à des vœux souvent formulés dans les milieux intéressés; elles ont été concertées en accord avec les représentants autorisés des groupements qui s'occupent de la protection de la Propriété industrielle.

Il est à prévoir que les améliorations projetées, mettant les brevets en relief, contribueront à en augmenter le nombre, et que mieux connus, ils donneront naissance à des exploitations nouvelles, qui autrement, n'auraient pas existé, d'où bénéfice direct, pour l'industrie nationale et gain pour le Trésor, le revenu des taxes dont il tire profit augmentant par le nombre plus grand, et la durée plus longue des brevets.

Tenant compte, au surplus, de la dévalorisation de notre monnaie, le projet modifie l'article 3 de la loi du 24 mai 1854 en portant les taxes au quintuple du taux en vigueur avant la majoration introduite par la loi du 11 octobre 1919.

Il convient aussi de prévoir le cas des brevets dont la description et les dessins comportent un nombre de pages et de dessins considérables, attendu que les frais de la reproduction augmentent en conséquence. Pour compenser les charges supplémentaires qui incombent de ce chef à l'administration, une taxe supplémentaire a été prévue, pour les brevets dont le nombre de pages et de feuilles serait supérieur à dix.

II. — DÉCHÉANCE DES BREVETS POUR DEFAUT DE PAYEMENT DES TAXES.

(Art. 2.)

La loi du 27 mars 1857, qui a modifié l'article 22 de la loi du 24 mai 1854, stipule que : « Lorsque la taxe fixée à l'article 3 de la loi du 24 mai 1854 n'aura pas été payée dans le mois de l'échéance, le titulaire, après avertissement préalable, devra, sous peine d'être déchu des droits que lui confèrent son titre, acquitter avant l'expiration des six mois qui suivront l'échéance, outre l'annuité exigible, une somme de 10 francs. » L'interprétation de cette disposition en ce qui concerne la nécessité de l'avertissement qu'elle impose, n'a pas toujours été constante au point de vue de ses conséquences sur le maintien en vigueur ou la déchéance des brevets.

Pendant longtemps, on a considéré que l'avertissement était facultatif, en ce sens que si l'administration, à qui incombait cette formalité, avait omis de la remplir, la déchéance était néanmoins encourue de plein droit par l'expiration du terme.

Cependant, en suite de réclamations de certains intéressés, le Gouvernement a jugé que les termes de la loi en faisaient une condition de la déchéance, et que par conséquent celle-ci ne pouvait se produire tant que l'avertissement n'avait pas été donné.

L'observation de cette prescription légale a donné lieu à de nombreuses difficultés; des contestations ont surgi au sujet de la validité ou de l'existence même des avis à envoyer pour le paiement des taxes. D'où incertitude, sur le sort des brevets subsistant après l'expiration des délais, par le fait que les titulaires peuvent être admis à invoquer l'absence ou l'irrégularité de cette formalité essentielle pour prétendre que la déchéance n'est pas accomplie.

Les difficultés de l'espèce, qui étaient particulièrement à craindre au lendemain de la guerre, ont amené la législature à préciser dans l'article 16 de la loi du 11 octobre 1919 que l'avertissement ne devait être donné qu'au domicile indiqué par le breveté en Belgique, soit à lui-même, soit à son mandataire, et l'article 11 de la même loi a supprimé l'obligation pour toutes les annuités des brevets ayant bénéficié de la suspension des délais pendant la guerre.

Le projet qui vous est soumis abolit complètement cette obligation pour tous les brevets, en vue de mettre fin aux complications auxquelles donne lieu la nécessité de l'avertissement préalable à la déchéance, et de faire cesser l'incertitude qui en résulte sur le sort des brevets dont les annuités ne sont pas payées en temps voulu.

Il est à remarquer, au surplus, que cette formalité n'existe dans aucun autre pays. Pratiquement, d'ailleurs, elle n'est souvent qu'une précaution illusoire pour le breveté et ne lui donne qu'une fausse sécurité. L'expérience a démontré, en effet, que fréquemment, celui-ci n'était pas touché par l'avis de l'administration, bien qu'il fût envoyé, conformément aux prescriptions réglementaires. Il en est généralement ainsi en cas d'absence, de changement de domicile du titulaire ou de cession de brevet, ou bien encore, lorsque l'avis est adressé à un mandataire qui, le cas est fréquent, se considère comme délié de toute obligation vis-à-vis de son mandant et omet de lui transmettre l'information.

La surtaxe imposée, lorsque le paiement de l'annuité n'a pas eu lieu dans le mois de l'échéance sera désormais de 50 francs, cette pénalité équivalant au montant de la taxe de première annuité, qui est portée à ce taux.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

(Art. 3.)

La suppression de l'avertissement est applicable pour le paiement des annuités échues avant la mise en vigueur de la loi. Un délai de six mois est accordé pour payer utilement celles qui n'auraient pas fait l'objet d'un avertissement lorsqu'il était requis. Toutefois, cette faculté ne s'étend pas aux brevets déposés avant le 10 janvier 1920.

III. — TAXE DE DEPOT DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE ET DE DESSINS ET MODELES INDUSTRIELS.

(Art. 4 et 5.)

La taxe pour dépôt de marques de fabrique ou de commerce, fixée à 10 francs par la loi du 1^{er} avril 1879, n'est plus suffisamment en rapport avec les frais que chaque dépôt occasionne à l'Administration; une majoration de 40 francs paraît indiquée eu égard à l'augmentation actuelle de ces frais et à la diminution du pouvoir d'achat du franc.

Une majoration analogue semble justifiée pour les taxes de 1 à 10 francs établies par la loi du 18 mars 1806 et l'arrêté royal du 10 décembre 1884, en cas de dépôts de dessins et modèles industriels. Ces taxes seraient portées dorénavant de 5 à 50 francs et perçues par l'Administration des Domaines, comme toutes les taxes similaires.

**IV. — AUTORISATION DE PERCEVOIR
CERTAINES TAXES NOUVELLES.**

(Art. 7.)

Le projet prévoit l'établissement, par arrêté royal, d'une taxe supplémentaire pour régularisation des pièces accompagnant les demandes de brevet, ainsi que pour retardement de la délivrance d'un brevet.

Le Roi pourra étendre les cas d'application de cette taxe tant en matière de brevets qu'en matière de marques de fabrique ou de commerce, de dessins et modèles industriels et de propriété industrielle en général, pour autant que des prestations spéciales soient fournies par les agents de l'administration à la demande des intéressés.

Il serait hautement désirable dans l'intérêt de notre industrie nationale comme de nos inventeurs, que le Gouvernement fût mis à même, le plus tôt possible, d'appliquer dans la publication des brevets d'invention les réformes que la disposition de l'article 1^{er} doit lui fournir le moyen de réaliser. C'est pourquoi nous vous prions, Messieurs, de vouloir bien accorder l'urgence pour l'examen du projet de loi que nous avons l'honneur de vous présenter.

Le Ministre des Finances,

JANSSEN.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

J. WAUTERS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers

ZITTINGSJAAR 1925-1926

WETSONTWERP

tot wijziging van de wetten betreffende de
uitvindingsbrevetten, de fabrieks- en
handelsmerken en den Nijverheidseigendom.

MEMORIE VAN TOELICHTING

Mijne Heeren,

Het wetsontwerp, welke wij de eer hebben aan uwe beraadslagingen te onderwerpen heeft tot doel: het bedrag der taxes op de uitvindingsbrevetten te vermeerderen, met het oog inzonderheid de uitgaven te dekken, welke sommige maatregelen, getroffen om de publiciteit der gebreveteerde uitvindingen te verbeteren, zullen noodzaken, de voorwaarden te vereenvoudigen van het verval der brevetten wegens gebrek aan betaling der taxes; de taxe van neerlegging der fabrieks- en handelsmerken te verhoogen, eindelijk de Regeering te veroorloven de taxes te vermeerderen en sommige nieuwe taxes in zake Nijverheidseigendom in te stellen.

1. — PUBLICITEIT DER BREVETTEN.

(Art. 1.)

In de meeste nijverheidslanden, wordt de nadrukkelijkste ruchtbaarheid aan de nieuwe uitvindingen verzekerd door de bekendmaking « in extenso » der toegekende brevetten waarvan ieder van hen in afscheidbare bladen gedrukt is, welke de belanghebbenden zich tegen betrekkelijk geringe prijzen kunnen verschaffen. Ongelukkigig heeft men in België altijd aan deze wijze van publiciteit moeten verzaken, wegens de aanzienlijke uitgaven welke het afdrukken van al de brevetten zou gekost hebben.

Zulkdanige ruchtbaarheid zal aan de Belgische brevetten kunnen gegeven worden door de verbetering der werkwijze in de nijverheidsfotographie, welke toelaat de afdrukken der beschrijvingen en der oorspronkelijke afteekeningen in zeer kleine formaten op te nemen, naar 't voorbeeld der kinematographische beelden; deze afdrukken zullen tot het afnemen van positieven in alle formaten dienen, welke tegen eenen geringen prijs zullen kunnen verkocht worden.

Deze fotografische navolgingen zullen niet alleen tot verkoop bestemd worden; zij zullen ook in lezing gegeven worden aan 't publiek dat door de wet veroorloofd wordt inzage der beschrijvingen te nemen. Aldus zullen de origineelen aan de gevaren ontsnappen, waaraan zij tegenwoordig door hunne uitreiking in handen der lezers blootgesteld zijn.

Naar de schattingen zal de uitgave voor de fotografie der beschrijvingen en teekeningen niet op meer dan 10 frank per brevet, dooreen, beloopt, hetzij voor de 8,000 brevetten ongeveer per jaar afgeleverd, eene totale som van 80,000 frank.

Overigens is zulks nog een te zware last om door den Staat in den huidige financieelen toestand gedragen te worden. Derhalve, begeerig niettemin dit middel van publiciteit voor de gebreveteerden ten nutte te maken, welke hen moet helpen hunne uitvindingen waarde bij te zetten, stellen wij voor, in

overleg met de betrokkenen, de geldmiddelen noodig tot de verwezenlijking aan den Staat te verschaffen door eene vermeerdering der taxes.

Naar denzelfden gedachtengang, bepaalt het ontwerp de verhooging derwijze dat zijterzelfder tijd de middelen verschaft, welke toelaten het « Recueil officiel des Brevets » te wijzigen, ten einde het nut dezer publicatie voor de verspreiding der uitvindingen te vermeerderen. Deze laatste zullen, dank zij de verbetering van dit « Recueil » werkdadiger ter inzage der daarin belangstellende nijveraars gebracht worden, en zullen den lande tot voordeel strekken.

Deze hervorming zal hoofdzakelijk geschieden door het Recueil te versieren met afbeeldingen, welke gemakkelijker de begrippen der uitvindingen doen verstaan en klaar het voorwerp van het brevet uiteenzet, zooals zulks gedaan wordt in soortgelijke publicatiën in andere landen. De uit dien hoofde voortkomende uitgaaf zou insgelijks ongeveer 10 frank per brevet bedragen.

De door ons aangeprezen maatregelen beantwoorden aan dikwijls in de belanghebbende kringen gëuite wenschen; zij werden overwogen in overleg met hunne gevolmachtigde vertegenwoordigers der vereenigingen, die zich met de bescherming van den Nijverheidseigendom onledig houden.

Het is te voorzien, dat de ontworpen verbeteringen de brevetten op den voorgrond brengende, ertoe zullen bijdragen het getal ervan te vermeerderen en dat zij, beter gekend, aanleiding zullen geven tot nieuwe uitwerkingen, welke anders niet zouden bestaan hebben, waaruit rechtstreeksch voordeel voor de nationale nijverheid en aanwinst voor de Schatkist, daar de inkomst der door haar geëinde taxes door het grooter getal en den langeren duur der brevetten vermeerdert.

Rekening houdende, overigens, met de devalorisatie onzer munt, wijzigt het ontwerp artikel 3 der wet van 24 Mei 1854 doorde taxes op vijf maal het bedrag, invoege vóór de vermeerdering ingesteld door de wet van 11 Oktober 1919, te brengen.

Men dient ook het geval der brevetten te voorzien, waarvan de beschrijving en de afteekeningen een aanzienlijk getal bladen en teekeningen bedragen, aangezien de kosten van nadruk in evenredigheid vermeerderen. Om de bijkomende lasten uit dien hoofde den Beheere opgelegd te delgen, werd eene aanvullende taxe voorzien voor de brevetten waarvan het getal bladzijden en bladen hooger is dan tien.

11. — VERVAL DER BREVETTEN BIJ GEBREK AAN BETALING DER TAXES.

(Art. 2.)

De wet van 27 Maart 1857, welke het artikel 22 der wet van 24 Mei 1854 wijzigde, bepaalt : « Wanneer de taxe bij artikel 3 der wet van 24 Mei 1854 vastgesteld, niet zal betaald zijn binnen de maand van den vervalldag, zal de titularis, na voorafgaande waarchuwing, eenesom van tien frank moeten kwijten, boven de eischbare annuïteit voor het eindigen der zes maanden volgende op den vervalldag, op straffe van de rechten te verliezen welke hem bij zijnen titel zijn opgedragen ». De verklaring dezer bepaling wat de opgelegde noodzakelijkheid van de waarschuwing betreft, is niet altijd bestendig geweest ter opzichte van hare gevolgen op het in voege blijven of het vervallen der brevetten.

Gedurende langen tijd, heeft men waarschuwing als facultatief beschouwd, in dien zin dat indien het Beheer, op wien deze formaliteit berustte, verzuimd had dezelve te vervullen, het verval niettemin van rechtswege door het verstrijken van den termijn werd toegepast.

Nochtans ten gevolge van bezwaren vanwege belanghebbenden, heeft de Regeering geoordeeld dat de bewoordingen der wet er eene vereischte van maakte voor het vervallen dit bijgevolg geen plaats kon vinden zoolang de waarchuwing niet werd gedaan.

Het naleven van deze wetsbepaling heeft aanleiding gegeven tot talrijke moeilijkheden; geschillen rezen op nopens de geldigheid of het bestaan zelf der waarschuwingen tot betaling der taxes. Daaruit dan, onzekerheid over het lot der brevetten bestaande na verstrijking der termijnen, door het feit dat de titularissen kunnen toegelaten worden de afwezigheid of de onregelmatigheid van deze hoofdzakelijke formaliteit in te roepen om staande te houden dat het verval niet voltrokken is.

Soortgelijke moeilijkheden, welke vooral na den oorlog te vreezen waren, hebben de wetgeving er toe gebracht in artikel 16 der wet van 11 Oktober 1919 te bepalen, dat de waarschuwing slechts ter woonplaats, door den gebreveteerde in België gekozen, moest afgegeven worden, hetzij aan hem zelf, hetzij aan zijnen volmachtigde, en artikel 11 derzelfde wet heeft de verplichting afgeschaft voor alle annuïteiten der brevetten, welke de schorsing der tijdsbestekken gedurende den oorlog genoten hebben.

Het ontwerp dat U onderworpen wordt schaft geheel en al deze verplichting af voor al de brevetten met het doel een einde te stellen aan de verwikkelingen, waaraan de noodzakelijkheid eener waarschuwing het verval voorafgaande aanleiding geeft, en de eruit voortvloeiende onzekerheid te doen ophouden over het lot der brevetten waarvan de annuïteiten niet ten gepasten tijde gestort werden.

Er valt overigens op te merken dat deze formaliteit in geen ander land bestaat. Practischer wijze, ten andere, is zij soms eene misleidende voorzorg voor den gebreveteerde en geeft hem slechts eene gewaande zekerheid. De ondervinding heeft inderdaad uitgemaakt, dat deze laatste menigmaal de waarschuwing van het Beheer niet ontvangen had, alhoewel het in overeenstemming met de reglementaire voorschriften verzonden werd. Zoo gebeurt het gemeenlijk in geval van afwezigheid van woonstverandering van den titularis of van overdracht van brevet; zóo ook, wanneer het aan een gevolmachtigde toegestuurd is, die het geval komt dikwijls voor, zich beschouwende als van alle verplichting tegenover zijnen volmachtgever ontslagen, verzuimt hem het bericht over te maken.

De bijtaxe, opgelegd wanneer de betaling der annuïteit niet binnen de maand na den vervaldag geschied is, zal voortaan 50 frank bedragen, deze strafbepaling overeenkomende met het bedrag der taxe van de eerste annuïteit, dewelke op deze som gebracht wordt.

OVERGANGSBEPALING.

De afschaffing van de waarschuwing is toepasselijk voor de betaling der annuïteiten vervallen vóór de invoetreding der wet. Een uitstel van zes maanden wordt toegestaan voor diegene nog te storten, welke het voorwerp niet uitmaakten van eene waarschuwing, wanneer deze vereischt was. Nochtans betreft dit recht de brevetten, neergelegd vóór 10 Januari 1920, niet.

III. — NEERLEGGINGSTAXE DER FABRIEKS- OF HANDELSMERKEN, DER NIJVERHEIDSAFTEEKENINGEN EN MODELLEN.

(Artikelen 4 en 5.)

De taxe voor neerlegging der fabrieks- en handelsmerken, bepaald op 10 frank door de wet van 1 April 1879, is niet meer in verhouding tot de kosten door elke neerlegging aan het Beheer veroorzaakt; eene verhooging van 40 frank schijnt aangeduid ten aanzien van de huidige vermeerdering dezer kosten en van de vermindering van de aankoopkracht van den frank.

Een soortgelijke verhooging schijnt gerechtvaardigd voor de taxes van 1 tot 10 frank ingesteld door de wet van 18 Maart 1806 en door het Koninklijk besluit van 10 December 1884, in geval van neerlegging van afteekeningen en nijverheidsmodellen. Deze taxes zullen voortaan van vijf op vijftig frank gebracht worden en zooals alle gelijkaardige taxes, door het Beheer der Domeinen geïnd worden.

**IV. — MACHTIGING TOT HET HEFFEN VAN SOMMIGE
NIEUWE TAXES****(Artikel 7.)**

Het ontwerp voorziet de instelling, bij Koninklijk besluit, van eene aanvullende taxe voor regularisatie der stukken vergezellende de brevetsaanvragen, alsmede voor de vertragung van de afgifte van een brevet.

De Koning zal de gevallen van toepassing dezer taxe kunnen uitbreiden, zoowel in zake brevetten als in zake fabrieks- en handelsmerken, afteekeningen en nijverheidsmodellen en nijverheidseigendommen in 't algemeen, voor zooveel bijzondere prestaties door de agenten van het Beheer op aanzoek der belanghebbenden geleverd worden.

In het belang van onze nationale nijverheid, zoowel als van onze uitvinders, ware het hoogst wenschelijk dat de Regeering ten spoedigste de hervormingen in de publicatie der uitvindingsbrevetten mocht toepassen, waarvan de bepaling van artikel 1 haar het middel tot verwezenlijking moet verschaffen. Derhalve, verzoeken wij U, Mijne Heeren, bij hoogdringendheid het wetsontwerp, dat wij de eer hebben U voor te leggen, te willen onderzoeken.

De Minister van Financiën,
ALB. JANSSEN.

De Minister van Nijverheid, Arbeid
en sociale Voorzorg,
J. WAUTERS.

Annexe (Nº 13)

CHAMBRE
des Représentants

PROJET DE LOI

portant modification des lois relatives
aux brevets d'invention, aux marques
de fabrique et de commerce, aux des-
sins et modèles industriels et à la pro-
priété industrielle en général.

Bijlage (Nº 13)

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

WETSONTWERP

houdende wijziging aan de wetten betref-
fende de uitvindingsbrevetten, de fa-
brieks- en handelsmerken, de nijver-
heidsteekeningen en -modellen en den
nijverheidseigendom in 't algemeen.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Notre Ministre des Finances et Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale sont chargés de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le second alinéa de l'article 3 de la loi du 24 mai 1854 sur les brevets d'invention, modifié par la loi du 24 octobre 1919, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il sera payé pour chaque brevet une taxe annuelle et progressive dont le montant est fixé, savoir :

» 1 ^{re} année	fr. 50
» 2 ^{me} année	100
» 3 ^{me} année	150

et ainsi de suite à raison d'une augmentation de 50 francs par année jusqu'à la vingtième année, pour laquelle la taxe sera de 1,000 francs.

» Lorsque le nombre des pages de la description et des feuilles du dessin que comporte un brevet est supérieur à dix, la première annuité de la taxe est augmentée à raison de un franc par page ou feuille supplémentaire. La dimension des feuillets est fixée par arrêté royal. »

L'avant-dernier alinéa du même article est complété comme suit :

« La disposition qui précède relative à la taxe pour pages ou feuilles supplémentaires est également applicable dans ce cas. »

ARTICLE 2.

L'article 22 de la même loi modifié par les lois du 27 mars 1857, du 11 octobre 1919 et du 3 août 1924 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Lorsque la taxe fixée à l'article 3 n'aura pas été payée dans le mois de l'échéance, le titulaire devra, sous peine d'être déchu des droits que lui confère son titre, acquitter avant l'expiration des six mois qui suivront l'échéance, outre l'annuité exigible, une somme de 50 francs.

» La déchéance des brevets sera mentionnée au Recueil des Brevets. »

ARTICLE 3.

Pour les brevets déposés depuis le 10 janvier 1920, les annuités échues antérieurement à la date de la mise en vigueur de la présente loi qui n'auraient pas fait l'objet d'un avertissement comme le prescrivait l'article 22 de la loi du 24 mai 1854, tel qu'il a été modifié par la loi du 27 mars 1857, pourront être payées valablement pendant un délai de six mois à partir de cette date.

A l'expiration du terme ainsi fixé, la déchéance sera acquise, sans avertissement, en cas de non paiement.

ARTICLE 4.

Le premier alinéa de l'article 5 de la loi du 1^{er} avril 1879, sur les marques de fabrique et de commerce est modifié comme suit :

« Il est payé pour chaque marque déposée une taxe de 50 francs. »

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Financiën en van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg,

Wij hebben besloten en wij besluiten :

Het ontwerp van wet, waarvan de inhoud volgt, zal, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers ingediend worden, door Onzen Minister van Financiën en Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg.

EERSTE ARTIKEL.

Het tweede lid van artikel 3 der wet van 24 Mei 1854 op de uitvindingsbrevetten, gewijzigd door de wet van 24 October 1919, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Er zal voor elk brevet eene jaarlijksche en klimmende taxe betaald worden, waarvan het bedrag vastgesteld wordt als volgt :

» 1 ^{ste} jaar	fr. 50
» 2 ^e jaar	100
» 3 ^e jaar	150

en zoo voorts, op den voet van eene vermeerdering van 50 frank par jaar, tot het twintigste jaar, voor hetwelk de taxe 1,000 frank zal belooopen.

» Wanneer voor de beschrijving en de teekening van een brevet meer dan tien bladzijden en bladen gebruikt worden, zal de eerste annuïteit der taxe vermeerderd worden met 1 frank per aanvullende bladzijde of blad. Het formaat der bladen wordt bij Koninklijk besluit bepaald. »

Het vóórlaatste lid van hetzelfde artikel wordt aangevuld als volgt :

« Voorgaande bepaling betreffende de taxe op de aanvullende bladzijden of bladen is insgelijks in dit geval toepasselijk. »

ARTIKEL 2.

Artikel 22 derzelfde wet, gewijzigd door de wetten van 27 Maart 1857, van 11 October 1919 en van 3 Augustus 1924, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

» Indien de door artikel 3 vastgestelde taxe binnen de maand na den vervaltijd niet betaald werd, zal de titularis, op straffe beroofd te worden van de rechten hem door zijnen titel verleend, boven de invorderbare annuïteit, eene som van 50 frank te kwijten hebben vóór het verstrijken der zes maanden die op den vervalldag volgen.

Van het vervallen der brevetten wordt in de « Verzameling der Brevetten » melding gemaakt.

ARTIKEL 3.

De vóór de invoeging dezer wet vervallen annuïteiten, voor dewelke het bericht voorgeschreven door artikel 22 der wet van 21 Mei 1854, zooals dit artikel gewijzigd is door de wet van 27 Maart 1857, niet gezonden werd, zullen gelijkelijk kunnen betaald worden gedurende een tijdvak van zes maanden na dezen datum, wat betreft de sedert 10 Januari 1920 neergelegde brevetten.

Bij het verstrijken van den aldus vastgestellten termijn, is, in geval van niet-betaling, het verval zonder verwittiging voltrokken.

ARTIKEL 4.

Het eerste lid van artikel 5 der wet van 1 April 1879 op de fabrieks- en handelsmerken wordt als volgt gewijzigd :

ARTICLE 5.

La taxe de « 1 à 10 francs » dont il s'agit à l'article 3 de l'arrêté royal du 10 décembre 1884, pris en exécution de la loi du 10 mars 1806 et de l'article 50 de celle du 7 février 1859, est remplacée par une taxe de « 5 à 50 francs ». Elle sera perçue au profit de l'Etat.

ARTICLE 6.

Un arrêté royal indiquera les fonctionnaires de l'Enregistrement et des Domaines en mains desquels les paiements visés aux articles qui précèdent doivent être effectués et éventuellement le mode de perception.

ARTICLE 7.

Une taxe supplémentaire pourra être établie par arrêté royal :

1° Pour régularisation des pièces accompagnant les demandes de brevet en cas d'omission ou d'irrégularité dans la forme;

2° Pour retardement, des trois mois au plus, de la délivrance d'un brevet, à la demande de l'intéressé.

Le Roi pourra prescrire la perception d'une taxe supplémentaire dans d'autre cas, s'il arrive qu'à la demande de particuliers des prestations spéciales sont fournies par les agents de l'administration, en matière de brevets d'invention, de marques de fabrique ou de commerce, de dessins et modèles industriels et de propriété industrielle en général.

Le taux des taxes supplémentaires établies en vertu du présent article ne pourra excéder 10 francs.

Un arrêté royal règlera le mode de perception de ces taxes et indiquera éventuellement les fonctionnaires de l'Enregistrement et des Domaines en mains desquels elles doivent être versées.

Donné à Bruxelles, le 13 novembre 1925.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

A. JANSSEN.

Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,

J. WAUTERS.

« Er wordt voor elk neergelegd merk eene taxe van 50 frank gestort. »

ARTIKEL 5.

De taxe van « 1 tot 10 frank » waarvan spraak in artikel 3 van het Koninklijk besluit van 10 December 1884, genomen in uitvoering der wet van 10 Maart 1806 en van artikel 50 van deze van 7 Februari 1859, wordt vervangen door eene taxe van « 5 tot 50 frank ». Zij zal ten bate van den Staat geheven worden.

ARTIKEL 6.

Een Koninklijk besluit zal de ambtenaren der Registratie en Domeinen aanduiden in wier handen de door de voorafgaande artikelen beoogde betalingen behooren te worden gedaan en desgevallend de wijze van heffing.

ARTIKEL 7.

Eene bijkomende taxe zal bij Koninklijk besluit kunnen vastgesteld worden :

1° Voor regularisatie der stukken welke de brevetaanvragen, in geval van verzuim of van onregelmatigheid in den vorm, vergezellen;

2° Voor vertraging, van ten hoogste drie maanden, in de afgifte van een brevet, op aanzoek van den betrokkene.

De Koning zal, in andere gevallen, de heffing eener bijkomende taxe kunnen voorschrijven, indien er op aanvraag van particulieren, bijzondere praestaties door de agenten van het Beheer geleverd worden, in zake uitvindingsbrevetten, fabrieks- en handelsmerken, nijverheidsteekeningen en modellen en nijverheidseigendom in 't algemeen.

Het bedrag der bijkomende taxes bepaald, luidens dit artikel, zal 10 frank niet mogen overschrijden.

Een Koninklijk besluit zal de wijze van heffing der bedoelde taxes regelen en desvoorkomend de ambtenaren der Registratie en Domeinen aanduiden in wier handen zij dienen gestort te worden.

Gegeven te Brussel, den 13^e November 1925.

ALBERT.

Van 's Konings wege :

De Minister van Financiën,

A. JANSSEN.

De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Sociale Voorzorg,

J. WAUTERS.